

la Dette

du Tiers Monde



France france@cadtm.org – www.cadtm.org

Bulletin n°41 – Novembre - Décembre 2009

Edito

L'assemblée générale 2009 du CADTM France aura lieu le samedi 28 novembre 2009, à l'AGECA, 177 rue de Charonne, Paris 11e.

Moment important de la vie d'une association, elle sera l'occasion de dresser le bilan de l'année écoulée et de tracer des perspectives de réflexion et d'action pour les mois à venir.

Pour des raisons pratiques, nous demandons à tous les adhérents du CADTM France qui souhaitent prendre part à cette assemblée générale de nous le faire savoir avant le 24 novembre, ou bien par e-mail à france@cadtm.org, ou bien en écrivant au CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau.

Le programme prévu est le suivant :

- 10h : accueil
- matin : présentation et vote du rapport d'activités et du rapport financier ; débat sur le fonctionnement interne
- midi : repas pris ensemble dans une pizzeria
- après-midi : bilan de l'action des groupes locaux ; implication dans le réseau international.

Fin prévue à 18h

On espère vous y rencontrer et construire avec vous le CADTM de l'an prochain.



L'équipe du CADTM France

Agenda

13-11 | Grenoble (38), France

"Yakare" "L'espoir" Vie quotidienne et militante de Penda, Sénégalaise de la banlieue dakaroise, 20h

14-11 | Nîmes (30), France

Forum SSI Stand du CADTM

14-11 => 15-11 | Liège, Belgique

Week-end de formation-débat "Dette et Réparations"

15-11 | Bagnols-sur-Cèze (30) France

La crise et ses conséquences au Sud
Conférence-débat à 15h animée par Claude Quemar, président du CADTM France

19-11 | Nîmes (30), France

La dette écologique, qui doit à qui ?
20:00 Soirée ATTAC et CADTM avec Mike Krolkowski, CADTM Nîmes

20-11 | Montpellier (34), France

Coup d'État au Honduras : Enjeux et perspectives
Jérôme Duval avec Blanca Ochoa du Honduras à 19h

20-11 | Brest (29), France

Life and debt
Dans le cadre de la SSI, intervention de Pascal Franchet, CADTM Bretagne

22-11 | Cavillon (84), France

Life and debt
Rencontre/débat avec Mike Krolkowski, CADTM Nîmes

28-11 | Genève, Suisse

Mobilisation contre l'OMC en contrepoint à sa 7ème conférence ministérielle

12-12 => 13-12 | Copenhague, Danemark

Manifestation « climat ». "Tous à Copenhague en décembre 2009"

Détails : <http://www.cadtm.org/Agenda>

« L'opinion doit apprendre à tolérer l'inégalité comme moyen d'atteindre une plus grande prospérité pour tous. »

Lord Griffiths, vice-président de la banque d'investissement américaine Goldman Sachs, dans un entretien au Guardian le 21 octobre 2009. (Politis, 5 novembre 2009)

« Sous couvert d'autonomisation, on cherche à nous fourguer une pseudo solution qui ne répond absolument pas à nos besoins. Et nos besoins, c'est un développement économique de la Guadeloupe financé par la France, au nom de la dette coloniale, et principalement du commerce triangulaire, qui lui a permis, grâce à l'esclavage, de devenir un grand pays. »

Elie Domota, porte parole du LKP (Politis, 5 novembre 2009)

L'affaire Alex Segura au Sénégal: quand le FMI fait le lit de la corruption

Alex Segura est le dernier représentant-résident du FMI au Sénégal. Ses 3 années de mission ont été très médiatisées.

Rompant avec une tradition de « réserve », propre aux représentants du FMI en mission, il « parlait » volontiers avec la presse pour dénoncer certaines « opacités » administratives par ci, ou nier de vouloir imposer la privatisation de telle ou telle autre entreprise publique par là.

Quelle hypocrisie sachant que lui même a donné le quitus à la gestion de l'Anoci (Agence Nationale pour l'Organisation de la Conférence islamique à Dakar en 2008) pendant sa mission, alors que le bilan de cette agence est une somme incroyable d'opacités. L'agence, dirigée par Karim Wade, le fils du président du Sénégal, Abdoulaye Wade, a dépensé 200 milliards de FCFA alors que son enveloppe autorisée était de 100 milliards. Des travaux déclarés ne sont pas encore sortis de terre et « personne ne dit aux citoyens de ce pays où est passé cet argent »¹

En outre, les privatisations imposées par le FMI au Sénégal, dans le cadre des ajustements structurels depuis les années Diouf (ancien président « socialiste », successeur de Senghor), ont précipité le pays dans la « décomposition » économique chère au système néolibéral qui permet la rapine facile des multinationales et des nantis locaux.

Cette politique néolibérale est conduite « *haut la main invisible* » par l'actuel président Abdoulaye Wade, champion de l'ultra-libéralisme le plus néo-atlantiste d'Afrique.²



C'est dans ce contexte qu'arrive l'affaire Segura

Il aurait reçu, de la main d'un fonctionnaire officiel, une mallette contenant une somme substantielle d'argent, à l'aéroport juste avant son départ de fin de mission du Sénégal. N'ayant pu ouvrir la mallette cadenassée, à l'aéroport, il aurait réussi à composer un code avec quatre zéros dans l'avion. Découvrant la somme importante il aurait averti le comité d'éthique du FMI, et il aurait rendu la mallette à l'ambassade du Sénégal en Espagne, bien que d'autres versions ont circulé sur son arrestation à Paris, la remise de la mallette aux douaniers de Barcelone, etc, etc...

Disons que les cas de corruption interne, avérés ou non, sont devenus monnaie courante dans les IFI. Le dernier en date, impliquant le sinistre président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz, dans un cas de népotisme, se termina par sa démission malgré ses démentis initiaux. Dominique Strauss Kahn, au FMI, a lui aussi été accusé de favoriser un stagiaire, mais lui s'en est sorti et continue à son poste.

Au mépris le plus total de la justice, le FMI a diligenté sa propre enquête dans l'affaire Segura et s'apprêterait à sanctionner le Sénégal pour tentative de corruption contre son « *haut fonctionnaire* » qui est bien entendu hors de cause.

Hélas, dans les traditions juridiques internes, les IFI sont juges et parties, ce qui enlève toute crédibilité à leurs enquêtes. C'est normal, cela découle de l'identité même de ces institutions. Une identité de non-clarté et d'absence de démocratie. Ainsi, le seul tribunal qui peut juger les litiges opposant les nations à la Banque mondiale est le CIRDI : un organisme appartenant à... la Banque mondiale.

Dans le scandale Segura, la presse sénégalaise s'insurge contre la façon dont les faits sont rendus publics (remarquons le peu d'attention de la presse internationale sur ce sujet, à peine une mini-dépêche du Monde vide de substance, mais généreuse en « anecdotisme »).

Ainsi, le journaliste Papa Masséne SECK écrit le vendredi 23 octobre 2009, à Senews.info³ :

comment « *expliquer d'ailleurs le long délai que s'est donné Mr Alex Segura pour « informer sa hiérarchie » et rendre la « mallette aux autorités sénégalaises* » ? Quel était le montant de la « *somme substantielle* » trouvée dans cette mallette ? A-t-il seulement rendu toute la « *substance de cette somme* » ? Et comment le vérifier à défaut du constat d'une autorité assermentée ? Devons-nous croire en la seule parole de ce « *haut fonctionnaire du FMI* », le même qui adorait se parer de « *vertus dénonciatrices* » de dérapages budgétaires et « *d'endettement intérieur* » sans aucune considération à son obligation de réserve vis-à-vis du pays d'accréditation. Et pourquoi le Sénégal, qui devrait être soulagé de son départ, aurait-il encore besoin de le corrompre ? L'argument du cadenas chiffré (0000) ne tient pas la route et encore moins ce « *dès qu'il s'est rendu compte, il a rendu compte* ».

Sur la conduite de l'enquête, le journaliste est scandalisé devant tant de mépris

« *Les autorités du Sénégal ne seraient-elles pas également destinataires de ces conclusions qui, pour être seulement admissibles, auraient*

*dû faire l'objet d'une procédure contradictoire entre les parties ? N'est-ce pas là une minoration de nos institutions judiciaires et de ce « *machin* » à charge de la lutte contre la corruption et pour la transparence, une insulte à notre intelligence, à notre pays et à tout ce dont nous nous réclamons en tant que nation ? Devons-nous attendre tranquillement que les « *templiers* » de ces institutions, pourtant sensées être des « *coopératives d'États souverains et indépendants* » à l'instar de toutes les institutions multilatérales, nous imposent encore une fois leurs « *vérités* » ? L'enquête devrait-elle être menée par une seule partie en cause ? Et ce silence tonitruant des autorités sénégalaises alors qu'il s'agit de l'honneur et de la dignité de toute une nation.*

Pour qui ces messieurs se prennent-ils avec leurs institutions sur lesquelles, nous n'avons même pas besoin d'ouvrir une enquête pour les accuser de tous les « *crimes contre l'humanité* » et de toutes les perversions qui « *accélèrent* » la paupérisation de nos populations et la mortalité infantile ? La situation de centaines de pays dits tiers en atteste à travers les impacts de leurs programmes et instruments d'alignement, d'asservissement et « *d'insécurité* » humaine de nos États et de nos populations éprouvées par « *l'enfer* » de leurs lancements « *bonnes intentions* ». Des sanctions contre qui ? Et pourquoi ? N'a-t-on pas confondu de « *droit de cuissage* », un haut responsable du FMI et un autre haut d'en haut de la Banque mondiale ? Pouvez-vous affirmer face à tous les pays qui vous ont douloureusement et négativement subi que vous n'avez jamais corrompu ou été corrompus dans vos missions de « *gendarmes du monde* » ?

Ceci étant dit, la presse sénégalaise, soucieuse de l'économie de son pays, s'inquiète des conséquences de cette affaire sur les relations avec le FMI et malgré tout, la presse sénégalaise considère que le FMI et la Banque mondiale sont quand même des partenaires nécessaires et indispensables pour le développement, surtout en période de crise.

Mais pourquoi continuer des relations malsaines avec des institutions ténébreuses qui minent le terrain économique de nations en le rendant propice à toute sorte de malversations, corruptions, évasions fiscales, détournements, concussions, etc etc etc...?

Le FMI a corrompu, au sens de pervertir, pourrir, gâter et décomposer, toutes les économies où il a appliqué ses « *ajustements structurels* » meurtriers et imposé ses privatisations, ouverture des marchés, équilibres budgétaires, etc etc...

L'impunité avec laquelle sévit le FMI est telle qu'il se permet même de refuser d'aider la

justice des pays à enquêter sur les cas de corruption. Ainsi, le FMI refusa à la Suisse toute aide pour faire la lumière sur un détournement de fonds de 4,8 milliards de dollars, concernant l'un de prêts du FMI accordé à la Russie lors de la crise d'août 1998. Et les exemples sont nombreux.

Dans l'affaire Alex Segura on atteint le comble de l'hypocrisie et du mépris de ces institutions, et des gouvernements qui le soutiennent, envers les peuples.

La seule réponse possible est d'abord, à l'instar de la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela, l'expulsion immédiate de ces deux institutions

criminelles (FMI et BM) du sol sénégalais. Ce qui prouve, contrairement à la propagande néolibérale, que les IFI ne sont pas indispensables.

Aujourd'hui l'Afrique a besoin de gouvernements démocratiques et honnêtes, unis dans un front des pays africains répudiant la dette et proposant une autre architecture financière internationale où les IFI seraient remplacées par de nouveaux organismes qui feraient de la réalisation des droits humains pour tous et toutes, l'objectif du développement économique des nations. Cela nécessitera non seulement l'annulation inconditionnelle de la dette africaine (et du Tiers Monde), mais aussi

la récupération des biens mal acquis et leur restitution aux peuples spoliés. Outre les réparations de la dette historique, de sang, écologique, etc contractées depuis des siècles envers l'Afrique, créancière nette.

 Zalzal Madjid

- 1 Voir le livre enquête du journaliste Abd Latif Coulibaly « Contes et mécomptes de l'Anoci » publié par l'Harmattan en 2009.
- 2 Les cas de corruption impliquant le président lui-même, son fils, et d'autres autorités de l'État sont nombreux.
- 3 http://www.dakaronline.net/senews-info-Affaire-Segura-et-pourquoi-des-sanctions-contre-le-seul-Senegal_a1512.html

Pas de Dambisa Moyo du tout et de ses propositions anti-africaines!!!

Cette économiste zambienne est une ultralibérale extrémiste. Sa proposition est d'aller encore plus loin dans l'application des recettes meurtrières du néolibéralisme, qui ne cherchent pas à développer les peuples mais à les asservir aux multinationales et aux détenteurs de capitaux.

Moyo est une fanatique du libre marché à outrance, elle est soutenue par des personnages sinistres comme Paul Wolfowitz, cerveaux des invasions d'Afghanistan et de l'Iraq.

Dambisa Moyo propose rien de moins que des dictatures « lucides », et la prééminence du capital sur les Droits Humains !!!

En outre, Dambisa Moyo tente une manipulation exécrationnelle en parlant de 1000 milliards de « généreux » dollars offerts à l'Afrique.

D'abord cela ne représente que 15 mois de dépenses militaires mondiales, qui ne semblent pas la scandaliser. Une part non négligeable de cette aide est, non seulement « offerte » sous forme de prêts qui alourdissent encore la dette, mais aussi une partie significative de cette aide est constitué d'allègement de dettes qui ne représentent donc aucun flux positif pour les pays africains. Sans parler de la partie achat de médicaments, d'équipements, d'aliments, coût de transport, missions d'experts, etc, qui reste dans le pays qui fournit l'aide.

L'Afrique n'a jamais « reçu » plus de 1000 milliards d'aide. La partie de l'aide qui est effectivement arrivée sur place et qui a vraiment bénéficié aux plus pauvres est dérisoire.

Dambisa Moyo ne parle pas non plus de remboursements de la dette. D'après le

CNUCED entre 1970 et 2002, l'Afrique a reçu 540 milliards de USD en prêts, mais elle a remboursé 550 milliards de USD et elle doit encore 295 milliards de USD...

Les 600 milliards, ou plus, de fortune privée accumulée par une poignée des riches Africains, et placée en grande partie à l'étranger, ne semble pas non plus interpellier Dambisa Moyo. Ni les profits colossaux de multinationales agro-alimentaires, minières et pétrolières qui ne laissent que guerre et désolation dans le continent, et qui enrichissent les actionnaires au lieu d'être réinvestis dans le bien commun local.

Aucune mention non plus des richesses fabuleuses que l'Afrique a déjà transféré par la force et la violence au Nord après des siècles d'exploitation, d'esclavage, de colonialisme et de néocolonialisme.

L'Afrique a donné plus qu'elle n'a reçu

Dire que l'Afrique a reçu 1000 milliards de dollars est une imposture intellectuelle pour éviter au Nord de payer les réparations qui sont dues à l'Afrique.

La Charte des droits et devoirs économiques des États adoptée par l'ONU en 1974, chapitre 1, principe (i) prescrit que les relations entre États devraient être régies par des principes, parmi lesquels figure celui de : « Réparation des injustices qui ont été imposées par la force et qui privent une nation des moyens naturels nécessaires à son développement normal ».

Le droit au développement est aussi un Droit humain fondamental et toutes les nations se doivent de l'appliquer.

L'Aide (qui ne devrait pas s'appeler aide mais

« réparation ») est un principe et un devoir moral de justice entre les peuples. Mais nous savons bien que l'idéologie néolibérale n'a pour principes que priver les nations des moyens naturels nécessaires à son développement normal, et de transférer les richesses des nations aux riches détenteurs de capitaux. Pour y arriver, le néolibéralisme applique la rapine économique, la libre concurrence des plus forts encouragés par la soi-disant « main invisible », la privatisation de tous les biens publics y compris le vivant, l'accumulation effrénée des richesses et capitaux dans les mains d'une minorité au détriment de la majorité, la charité au lieu de la solidarité...

Dambisa Moyo n'est pas la face féminine, jeune, africaine, intellectuelle et moderne de la nouvelle génération africaine de hauts cadres engagés pour l'Afrique.

Dambisa Moyo s'est engagé avec le rouleau compresseur néolibéral, destructeur des peuples... elle est le parapet présentable brandi par la réaction ultraconservatrice et dominatrice des détenteurs de capitaux du Nord comme du Sud.

Leurs sinistres desseins ne sont rien d'autre que la conquête et l'asservissement de l'Afrique auxquels Dambisa Moyo souscrit. Des desseins qui font penser à une sorte « d'iraqisation » de l'Afrique, une application à plus grande échelle de l'expérience iraquienne totalement « réussie » du point de vue saccage-néolibéral par Wolfowitz.

Le dernier livre de Dambisa Moyo ne représente qu'elle et son idéologie. C'est un livre anti-africain, un condensé d'idéologie néolibérale. Ses propositions ne servent pas l'Afrique, ils la desservent pour mieux l'asservir.

 Zalzal Madjid

Dettes et migration

Certains pays riches ont considérablement profité d'une main d'œuvre bon marché grâce à l'immigration tant légale qu'irrégulière. C'est particulièrement vrai lors de l'apogée du secteur de la construction en Espagne. Cette main d'œuvre, appelée à la rescousse dans les années 1970-80, a provoqué une forte croissance des grandes entreprises du secteur, sans pour autant améliorer les conditions de vie des travailleurs. Maintenant que la construction est au ralenti et que la crise s'approfondit, des milliers d'ouvriers sont licenciés. Jusqu'en mars 2009, les compagnies de la construction, qui avaient engrangé plus de 15 milliards de bénéfices en 2007 et 2008, ont énormément licencié. Ce sont quelques 449 600 nouveaux chômeurs en un an (premier trimestre 2008 au premier trimestre 2009) qui sont venus grossir les rangs des 743 700 chômeurs de la construction.¹ Conséquence de la crise, le nombre de chômeurs en Espagne a doublé en un an passant d'un peu plus de deux millions au premier trimestre 2008 à plus de quatre millions un an plus tard². Disposant d'une réserve de main-d'œuvre plus que nécessaire, les pays européens tentent dorénavant de freiner l'arrivée de migrants par le renforcement des contrôles migratoires et l'augmentation de la répression, en vue de faciliter leur déportation. La honteuse « directive retour », adoptée par les 27 pays de l'Union Européenne en juin 2008, prévoit la possibilité d'incarcérer dans des centres de rétentions jusqu'à 18 mois, et sans aucune forme de procès, des migrants sans papiers avant leur expulsion. La France avait déjà voté la loi Hortefeux en 2007 rendant les conditions d'immigrations plus difficiles et introduisant la possibilité de pratiquer des tests ADN pour vérifier les liens de filiation. Suivant le même mouvement, l'Espagne vient d'adopter une troisième réforme législative de sa controversée « ley de extranjería » qui augmente de 50 à 60 jours le temps légal de détention des sans papiers et criminalise les personnes aidant au séjour d'étrangers par des amendes allant jusqu'à 10 000 euros.

Le retour pose de nombreux problèmes dont celui de revenir humilié et sans espoir dans un pays frappé de plein fouet par la dette, celle-ci provoquant une hémorragie financière, qui, asphyxiant les services publics vitaux, encourage de nouveaux départs : la boucle est ainsi bouclée. La cause du phénomène réside bien dans la pauvreté structurelle encourageant l'exode et non dans nos politiques d'accueil et d'expulsion.

Nous savons que les pays riches, par l'entremise de leurs multinationales pillent les ressources des pays injustement appelés « pays pauvres ». Une fois la plus-value réalisée sur le dos des travailleurs, ces mêmes multinationales peuvent exporter leurs bénéfices vers les maisons mères situées la plupart du temps au nord industrialisé. En 2008, ces multinationales implantées au Sud ont rapatrié 298 milliards de dollars de bénéfices au Nord. Il ne restera pour le pays dit « pauvre », qu'une maigre part de la richesse extraite de son sol avec laquelle il devra rembourser une dette dont il est devenu l'esclave économique. En effet, lorsque l'on compare les flux d'argent entrants destinés en nouveaux prêts et dons avec les capitaux sortants en remboursements du capital et

intérêts, il y a bien un envoi de capitaux vers les supposés créanciers du Nord. Cela entraîne une réelle hémorragie financière que nous appelons « transfert net de la dette »³ : les pays du Sud ont ainsi destiné 18,9 milliards de dollars aux pays riches, en ce qui concerne la dette extérieure publique en 2007. Il faut souligner que pour aider leurs familles restées dans ces pays saignés aux quatre veines par la dette, les immigrés envoient plus du double de la « généreuse » Aide publique au développement (APD). APD aux pays du Sud qui, soit dit en passant, n'atteint même pas les 0,7 % du RNB promis en 1970. Les immigrés ont ainsi envoyés 251 milliards de dollars en 2007 dans leurs pays d'origines, comparés aux 104 milliards de dollars d'APD. Les pays en développement (PED), ont remboursé (service de la dette publique interne et extérieure) le chiffre hallucinant de 800 milliards de dollars à leurs créanciers en 2007, ce qui correspond à la somme calculée par différentes institutions de l'ONU nécessaire à la satisfaction des besoins humains fondamentaux pour toute la planète pendant dix ans. Cette somme faramineuse, au lieu de la destiner à l'éradication de la pauvreté, va directement aux créanciers. Les États destinent donc une part de leur budget, souvent beaucoup plus importante, au remboursement de la dette que pour leurs services publics de santé ou d'éducation⁴. Enfin, le piège de la dette ne serait pas complet si nous n'ajoutions les conditions qui accompagnent ces prêts. Ces conditions, dénommées « Plans d'ajustement structurel » (PAS), dictent les politiques économiques du pays endetté, sous la supervision du FMI, lui dérobant ainsi toute souveraineté. Les ajustements imposés tendent à supprimer les subventions aux produits de première nécessité entraînant des émeutes dites « de la faim » et prescrivent, entre autres, les privatisations qui aboutissent à l'augmentation inéluctable des tarifs. Dans un tel contexte, il paraît difficile de survivre dans ces pays pillés dits « en développement » et la population fuit la pauvreté structurelle à la recherche de meilleures conditions de vie.

Selon l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), il y aurait sur les quelques 200 millions de migrants, 67 millions de personnes obligées de fuir leur foyer (migration forcée) en 2008⁵. La plus grande partie des déplacés ou réfugiés sont des conséquences de conflits armés (26 millions) ou de désastres naturels (25 millions). Contrairement à une idée reçue, les réfugiés se déplacent majoritairement dans leur propre pays ou vers un autre pays du sud voisin et non en Europe⁶. Le pays qui a le plus accueilli de réfugiés est le Pakistan avec 1 780 900 personnes en 2008. Les pays européens arrivent bien après avec l'Allemagne à la quatrième place (582 700 réfugiés)⁷. L'Europe n'est pas le refuge de la misère du monde comme se plaît à le dire certains pour justifier la politique migratoire en cours. Rappelons que la France a expulsé 23 200 « étrangers » ou sans papier en 2007 et plus de 29 000 en 2008⁸. L'Espagne reçoit une pression constante des membres de l'Union européenne pour freiner l'arrivée d'embarcations depuis l'Afrique. Frontex, est l'organisme de surveillance des frontières extérieures de l'Union européenne, créé en

2005, chargé de réaliser des activités d'« interception » et « déviation » sur les côtes d'Afrique occidentale. Est-ce pour réduire les statistiques alarmantes de l'immigration que Frontex a vu son budget exploser, passant de 6 à 35 millions d'euros en trois ans⁹ ? Certaines ONG, ne pouvant surveiller toutes les opérations de Frontex en mer, s'inquiètent de possibles exactions aux droits de l'homme.

L'Espagne destine quelques 700 millions d'euros à l'aide au développement de l'Afrique occidentale¹⁰, mais cette assistance est conditionnée à l'adoption d'accords de réadmission. En clair, l'Espagne augmente son aide publique au développement (APD) en échange d'un accord de principe sur l'accueil d'immigrés expulsés. Encore une mesure comptabilisée dans l'APD bien qu'elle n'aide aucunement au développement dudit pays. Un des points d'entrée de l'Espagne et de l'Union européenne, les îles Canaries, ont reçu une grande quantité de migrants par mer durant les dernières années depuis l'Afrique occidentale et septentrionale : plus de 30 000 seulement en 2006. Ce chiffre inclut plus d'un millier de mineurs non accompagnés, venant du Sénégal, Maroc, Mali, Mauritanie et autres pays d'Afrique subsaharienne. Bien que ces chiffres aient légèrement baissé en 2007 (serait-ce dû à l'augmentation des expulsions des opérations Frontex ?), on peut craindre le pire avec les conséquences de la crise alimentaire et financière. On estime entre 400 et 1 000 par an le nombre de personnes, victimes invisibles, qui meurent dans ces trajets.

Comme nous l'avons vu à Ceuta et Melilla en 2005¹¹, ce n'est pas en construisant des murs pour fortifier notre riche Europe que l'on arrêtera la pression migratoire pour échapper à des conditions de vie indignes. Les candidats à l'émigration dans l'espoir de sauver leur famille restée sur place continueront à affluer aux portes des pays occidentaux tant que nous n'aurons pas résolu le problème de la pauvreté. La solution à l'émigration ne réside donc pas dans le contrôle des frontières et la répression allant jusqu'à la déportation, mais bien dans le respect de la dignité humaine au Nord comme au Sud.

 Jérôme Duval

¹ Público, 20 juillet 2009.

² Selon l'INE (Instituto Nacional de Estadísticas), il y avait 2 174 200 chômeurs au premier trimestre 2008 contre 4 010 700 au premier trimestre 2009.

³ Le transfert net de la dette est la différence entre le service de la dette (remboursement du capital et des intérêts) et les sommes reçues en dons et nouveaux prêts sur la même période.

⁴ En 2006, l'Equateur a consacré 38% de son budget au remboursement de la dette, alors que la part du budget destiné à l'ensemble des dépenses sociales représentait 22%. (Millet Damien, Toussaint Eric, « 60 Questions, 60 réponses sur la dette le FMI et la Banque mondiale », Syllepse, 2009. p.27)

⁵ Il faut ajouter à ce chiffre les 4,7 millions de réfugiés Palestiniens sous le mandat de l'UNRWA et qui ne sont pas comptabilisés par l'UNHCR.

⁶ De ces 67 millions de déplacés, il y en a 51 qui sont des déplacés internes (dans le même pays).

⁷ Lire le rapport : 2008 Global Trends, UNHCR, 2009.

⁸ Papa Faye : <http://www.cadtm.org/Migration-et-developpement-de-#n#7>.

⁹ Site de Frontex : <http://www.frontex.europa.eu/finance/>

¹⁰ ACNUR : http://www.eacnur.org/media/docs/ACNUR_EVALUACION_CANARIAS.pdf

¹¹ Les polices espagnoles et marocaines ont tirées sur des centaines de personnes, migrantes et demandeurs d'asile, qui tentaient de traverser les murs les séparant de Ceuta et Melilla. Plusieurs dizaines de personnes sont mortes, assassinées pour avoir tenté de franchir une frontière.

L'agriculture, l'alimentation, le changement climatique et Copenhague...

Le système alimentaire mondial laisse un milliard de personnes souffrant de la faim et plus de 2 milliards de malnutrition. Il se trouve être un des principaux – sinon le principal – responsable du changement climatique. Il s'accapare les terres pour nourrir les élevages industriels et produire des agrocarburants. Pourtant l'agriculture a beaucoup à craindre à Copenhague. En effet, de nouveaux « Mécanismes de développements propres », inclus dans le marché des bons de carbone, sont en préparation pour apporter de nouvelles sources de financement à ce modèle alimentaire industriel. Des subventions pour les monocultures industrielles produites avec des techniques dites d'agriculture de conservation, pour la méthanisation des effluents des élevages industriels, ou encore la productions d'agrocarburants. Toutes ces techniques ne sont pas en soi sans intérêts. Mais c'est l'utilisation qu'en fait le capitalisme qui est en question. C'est le système alimentaire mondial qu'il faut questionner. Système, de plus, incapable de garantir la stabilité des productions agricoles face au changement climatique... dont il est le principal responsable. Nous développerons ici plus particulièrement l'analyse de l'expansion de « l'Agriculture de conservation » (techniques culturales simplifiées, semi direct) et les possibilités de fixer d'importantes quantités de carbone dans les sols. Pour approfondir ces sujets: Seedling octobre 2009, GRAIN,

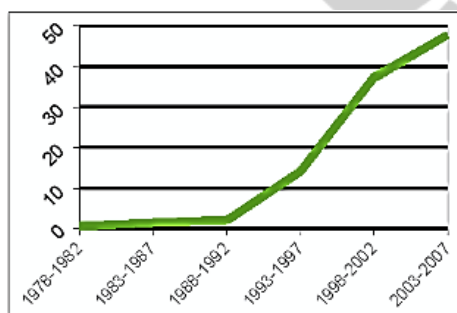
<http://www.grain.org/seedling/?type=78&l=2>

Le sol et sa matière organique

La matière organique est essentielle au maintien de la fertilité des sols. Sa présence permet de structurer le sol, notamment par le développement de la biodiversité du sol (bactéries, champignons, insectes et lombrics...) et la formation du complexe argilo-humique. Elle assure une meilleure rétention de l'eau et des éléments nutritifs des plantes, éléments nutritifs quelle apporte également au fur et à mesure de sa décomposition. Mais augmenter la quantité de matière organique du sol ne permet pas uniquement d'augmenter la fertilité des sols. C'est aussi la possibilité de fixer une quantité importante de carbone atmosphérique. Ainsi, selon les calculs de GRAIN, à l'échelle des surfaces agricoles mondiales, et en 50 ans, il serait possible de capturer deux tiers des excès de CO₂ présent dans l'atmosphère. La FAO pousse cet argument dans les négociations de Copenhague. Elle espère ainsi qu'à travers les « Mécanismes de développement propre », « l'Agriculture de conservation » bénéficie de financement du marché de carbone.

L'Agriculture de conservation... de qui et pourquoi ?

Après l'épisode du « Dust Bowl » dans les grandes plaines des États Unis, ont été développées des techniques de semi direct. Cette pratique donne de bons résultats vis à vis des problèmes d'érosion. De plus, comme la structuration physique du sol ne peut pas se faire par le labour, une structuration biologique du sol est recherchée par l'incorporation de matière organique. Cette technique permet donc généralement de préserver ou d'augmenter le taux de matière organique du sol. A l'heure actuelle, la surface cultivée en Agriculture de conservation la plus importante est aux États-Unis, alors qu'elle explose depuis les années 90 dans les pays exportateurs de soja d'Amérique du sud.



Évolution de la part (en %) des terres cultivées en Agriculture de conservation pour Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay et Uruguay.

Sources: Aquastat Database Query 01 octobre 2009
<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/data/query/results.html>

Ces données montrent que l'Agriculture de conservation, est complètement liée avec l'expansion des monocultures céréalières d'exportation des grands propriétaires et l'accélération de la déforestation et destruction d'espaces naturels. Mais également complètement intégrée aux marchés d'intrants contrôlés par quelques multinationales (semences –en général OGM-, pesticides et engrais chimiques).

En fait l'Agriculture de conservation dans sa version industrielle est un outil important d'expansion du modèle agricole capitaliste. C'est-à-dire de l'expansion de déserts de monocultures, l'accélération de l'accaparement des terres.

Voir sur le sujet : Les nouveaux propriétaires fonciers. Les sociétés d'investissement en tête de la course aux terres agricoles à l'étranger, octobre 2009, GRAIN sur <http://www.grain.org/articles/?id=56>

« Le Texas et l'Oklahoma, le Kansas, le New-Mexico, l'Arizona, la Californie. [...] Pa a emprunté de l'argent à la banque, et maintenant la banque veut la terre. La Société Immobilière – c'est la banque, quand elle possède des terres – veut des tracteurs sur la terre, et non des familles. Est-ce que c'est mauvais, un tracteur ? [...] Si ce tracteur était à nous il serait bon; pas à moi, à nous. Si notre tracteur creusait ses long sillons sur notre terre ce serait bon. Pas ma terre, notre terre. Nous pourrions alors aimer ce tracteur comme nous avons aimé cette terre qui était nôtre. Mais ce tracteur fait deux choses : il retourne notre terre et nous en chasse(...) » John Steinbeck, 1939, LES RAISINS DE LA COLERE, Chapitre XIV.

Modèle alimentaire, émissions et production agricole stable?

Les émissions directes de la production agricole sont estimées à entre 12 et 15 % des gaz à effet de serre mondial. 20 % de ces émissions provenant de l'utilisation des fertilisants azotés de synthèse. En intégrant l'ensemble des émissions induites par le système industriel alimentaire international, (changement d'utilisation des sols - déforestation, érosions...- transports, réfrigération, emballages...) autour de 50 % des émissions de la planète peuvent être attribués à l'alimentation.

Assurer le maintien de la fertilité du sol et la diversité des cultures sont les deux principales stratégies pour garantir la stabilité des productions agricoles. L'agriculture industrielle se caractérise pourtant par des logiques inverses. La production de monoculture de semences génétiquement identiques (vulnérabilité génétique) et généralement la fertilisation des sols par des engrais chimiques considérant le sol comme un substrat de culture. Ces caractéristiques augmentent vraiment les dangers de perte de production généralisée, cela dans le contexte d'augmentation des risques provoqués par les changements climatiques (sécheresse, conditions propices aux maladies et aux ravageurs...). Ce sont les paysanneries les mieux à même de « nourrir la planète »... car les mieux à même de valoriser les ressources naturelles (sol, eau, diversité génétique...) en ajustant au mieux les cycles des éléments organiques. En clair, c'est une agriculture à taille humaine, basée sur la diversification des productions et la fertilité du sol, qui peut le mieux s'adapter aux changements climatiques qui arrivent.

 Olivier Chantry

Dettes publiques : quelle réponse ?

Je ne partage pas l'expression sur la dette publique de Christophe Rameaux parue dans le n° 1074 de Politis. A mon avis, il se trompe quand il décrit la dette publique, il a aussi tort de vouloir la relativiser et il fait des omissions importantes quand il parle de sa dynamique. Quant à la solution préconisée qui, selon lui, coulerait de source, elle omet deux éléments décisifs : l'exercice du droit d'intervention et de contrôle des citoyens et une mobilisation sociale de haut niveau.

Quand on parle de dette publique de quoi parle-t-on ?

Tout comme nos penseurs libéraux, C. Rameaux commence par amalgamer la dette de l'État avec celle des collectivités locales et de la Sécurité sociale. C'est la définition donnée par le traité de Maastricht, ce n'est pas la mienne.

La dette des collectivités locales est une conséquence directe des transferts de compétences de l'État sans les moyens correspondants. Lequel État a donc réalisé des économies dont le coût a été transféré sur les collectivités obligées d'emprunter ou sur les ménages via la fiscalité locale. Elle était insignifiante il y a 15 ans encore. Elle met aujourd'hui un certain nombre de collectivités, communes et départements, en difficulté.

La réalité de la « dette » des organismes de sécurité sociale est, elle, très contestée, y compris à la lecture des différents rapports de la Cour des comptes. Elle est essentiellement comptable et ne représente qu'un faible pourcentage de son budget global (540 Mds d'euros contre 320 pour celui de l'État). Son affichage exclut les créances de la protection sociale envers l'État (taxes affectées non reversées, ...) et les entreprises (plus marginales). Ce « trou » de la sécu a surtout une finalité politique qui est de justifier des politiques de remises en cause des régimes de protection sociale (santé, retraite, etc.). La CADES¹, instituée sous Juppé en 1996, financée par la CRDS² (à 85% payée par les salariés), « vend » de façon très différente de l'AFT³ la dette de la protection sociale sur les marchés financiers de façon très opaque et douteuse, notamment au Luxembourg. Denis Robert en a retrouvé la trace dans l'annuaire (public) de Clearstream.

Cet amalgame qu'on doit au Pacte de Stabilité et au Traité de Maastricht a pour objet de contraindre les gouvernements à remettre en cause les régimes par répartition payés par les employeurs, pour les remplacer par des systèmes assurantiels par capitalisation.

Un autre aspect contestable de la relativisation prônée par C. Rameaux, est le parallèle qu'il fait entre la dette par habitant et la part de l'actif que chacun détiendrait

Le citoyen « lambda » (qui n'existe pas) ne possède pas une partie des biens publics

(services publics, écoles, routes, armée, police...). Tout juste les gouvernements successifs lui en accordent-ils un usage particulier en fonction du rapport de forces et des acquis sociaux (cf. la Poste). Mais en aucun cas, il ne l'autorise à décider de son sort, de ses orientations, de ses destinations. Le citoyen, contrairement à un propriétaire immobilier en un « usufruit » concédé et limité mais en aucun cas la « nue-propriété », la réunion des 2 réalisant la pleine propriété. C'est la limite de la démocratie bourgeoise dont l'essence est de mettre les biens collectifs au service d'une partie seulement de la population. C'est la « nature » de l'État bourgeois que de mettre les biens publics au service d'une minorité, propriétaire, elle, de la rente et du capital. Pas plus qu'il ne possède de parts de la dette publique. Par contre, il en subit les conséquences, et de façon très inégale, selon son appartenance sociale, lors de l'établissement des budgets nationaux avec les reculs de l'action publique.

La dette de l'État résulte de 3 causes principales

x les déficits budgétaires cumulés, conséquence directe des cadeaux fiscaux et sociaux aux entreprises et aux ménages fortunés ;

x les « plans de sauvetage » accordés sans contrôle aucun aux banques et au secteur automobile. Elle risque fort de s'aggraver encore avec le « grand emprunt » dont le montant n'est pas encore décidé (entre 30 et 100 Mds d'euros).

x l'effet « boule de neige » : pour payer les intérêts, l'État vend des obligations qui génèrent des intérêts qui appellent des emprunts qui... Cet effet boule de neige représente environ un tiers du stock de la dette (entre 350 et 380 Mds d'euros). L'autre incidence du Traité constitutionnel est d'obliger les États à se rendre sur les marchés financiers pour vendre les titres de la dette, ce qui surenchérit leur coût. A la sortie, ce sont les populations qui règlent l'addition.

x Un aspect volontairement tu et ignoré de la gestion de cette dette est qu'elle transite (avec profit) entre les mains des banques. Sur les 18 banques reconnues comme intermédiaires privilégiés de l'Agence France Trésor (les Spécialistes en Valeurs du Trésor), figurent 4 banques françaises, toutes 4 bénéficiaires des plans de sauvetage. Les banques ont donc un intérêt certain à l'augmentation des émissions des titres d'État de la dette, à rentabilité garantie. Elles y ont gagné 2 fois (tout comme les entreprises et les classes aisées avec les baisses d'impôt et les produits de leurs créances sur l'État) : une première fois avec leur refinancement par les États qui se sont endettés à cet effet, une seconde fois comme intermédiaires privilégiés dans la vente des obligations d'État.

La gravité de la dette publique tient en 3 raisons principales

x Sa fonction économique : depuis le début des années 80, elle a compensé les déficits budgétaires et n'a jamais servi à générer des investissements socialement utiles, productifs d'emploi ou/et susceptibles d'améliorer les conditions de vie de la population. Comme le souligne C. Rameaux, elle a profité essentiellement aux créanciers bénéficiaires des cadeaux sociaux et fiscaux.

x Ses conséquences économiques : le marché obligataire de la dette capte la majeure partie de l'épargne disponible et est d'un rendement garanti. Les banques et les autres fonds d'investissement et assurances la préfèrent aux prêts à consentir aux particuliers et aux entreprises. De ce point de vue la dette est un obstacle à une relance des investissements productifs et donc à l'emploi.

x Sa fonction idéologique et politique : agitée en épouvantail (« les caisses sont vides », « l'État est en faillite » « la dette est insoutenable »), elle cautionne les baisses de dépenses publiques, les dizaines de milliers de suppressions d'emplois de fonctionnaires (100 000 en 5 ans), les politiques de régression sociale (politique de santé, recul de l'âge de départ en retraite, baisse du niveau des retraites du privé comme des pensions du secteur public, etc.). De ce point de vue là, la « gauche » au pouvoir, leader des privatisations, n'a pas fait autre chose que la droite.

Les premiers plans de sauvetage ont eu pour effet de permettre aux banques de reconstituer temporairement leurs disponibilités, de liquider une partie de leurs actifs toxiques et de recommencer à jouer au casino boursier comme si de rien n'était. Le but est de tenter de recréer les conditions à l'origine de l'éclatement de la bulle immobilière de 2007. Une partie seulement des actifs toxiques est liquidée. Le FMI estime, fin juin 2009, à 700 Mds de dollars le stock d'actifs pourris encore détenus par les banques européennes.

A ce propos, une autre génération de « produits toxiques » du type « subprime » arrive à maturité, prêts à exploser. Ce sont les ALT-A. Leur « éclosion » est prévue pour les toutes prochaines années (2010, 2011 et 2012). Les mêmes causes produisant les mêmes effets, d'autres crises financières éclateront, d'autres plans de sauvetage verront le jour, aggravant la dette publique, réduisant les dépenses publiques et la protection sociale, etc...

Malgré les discours hypocrites, les milliers de milliards de dollars et d'euros accordés par les États aux banques les plus importantes n'ont pas eu comme destination une facilitation des crédits aux entreprises ou aux particuliers. Ces derniers sont en recul aujourd'hui.

Conséquences : les fermetures en séries d'entreprises continuent et le chômage ne cesse

d'augmenter. Selon les modes de comptabilisation officiels (Eurostat), le chômage atteint à la fin septembre 10% en France, 9.7% et pour la zone euro 9.2% pour l'Union européenne. Pour cette dernière, 22 123 millions de chômeurs vérifient la gravité de la gestion de la dette publique. Plus de 200 millions de salariés européens et leurs familles risquent de mesurer à court terme la réalité du recul de leur protection sociale.

Si la dette publique n'est pas la cause principale de leur situation, sa gestion néolibérale y contribue activement. Par contre, la bourse, elle, s'en réjouit. Mais son plaisir risque d'être passager, les causes structurelles de la crise n'étant pas résolues.

La dette publique est un facteur aggravant de la situation économique et sociale. Il ne faut donc surtout pas la relativiser.

La solution coule de source !

Pour conclure, C. Rameaux propose de rompre avec les politiques libérales au moyen d'une autre politique monétaire, d'une fiscalité progressive et d'une relance budgétaire ciblée sur certains besoins (éducation, santé et écologie). Ces intentions semblent louables mais je crains que cela soit bien insuffisant pour résoudre les problématiques posées par la crise économique mondiale. Il faut aller bien au-delà d'un ensemble de belles mesures techniques.

Pour mener une politique monétaire profitable à la collectivité, encore faut-il que celle-ci s'approprie ses outils, en premier lieu en nationalisant (sans indemnités, ni rachat) et en plaçant sous contrôle la totalité du système financier et bancaire.

Il faut aussi et surtout une mobilisation sociale de haut niveau pour les porter. Cette mobilisation sociale n'a de sens que si elle implique le contrôle citoyen et l'appropriation collective à tous les niveaux de ce que produit la société. Il en est de la dette publique comme de l'écologie : sans transformation sociale radicale de la société, pas de solution durable. De ce point de vue, la dette publique est un bon exemple. Un audit citoyen de cette dette est nécessaire pour décider de la légitimité ou non de celle-ci et d'imposer, au cas fort probable d'une réponse négative, son annulation pure et simple.

 Pascal Franchet

1 CADES : Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale
2 CRDS : Contribution au remboursement de la dette sociale
3 AFT : Agence France Trésor

Presse burkinabée

« *Revue d'Ambiance* » sur deux titres burkinabés : *L'Événement* (Bimensuel - 25 octobre 2009) et *L'indépendant* (Hebdomadaire du 3 novembre 2009).

Dans le journal **L'Événement** n° oct 2009 nous avons relevé quelques nouvelles intéressantes :

x Après la conférence interafricaine tenue à Ouagadougou sur le changement climatique du 9 au 11 octobre 2009 « *L'Afrique dont les émissions de Gaz à effet de serres sont de 3,8% du total mondial, est le continent le plus vulnérable et le moins armé face aux effets dévastateurs du changement.* »

x « *Des moutons meurent après avoir brouté du coton OGM. D'autres subissent des amaigrissements et des maladies.* »

x « *Un projet de loi sur l'obligation de résidence des maires dans leur commune crée une mésentente au sommet de l'état.* » Questions de décentralisation et de cumuls. D'un continent à l'autre les mêmes questions.

x L'Afrique brevète la patrimonialisation du pouvoir. Les chefs d'états africains sont les premiers utilisateurs : le fils Bongo au Gabon, Eyadéma au Togo, Mohamed VI au Maroc, Tanja au Niger qui fait un accroc à la constitution pour rester au pouvoir, etc. Quant à Nicolas Sarkozy il est le dernier utilisateur de la licence pour son fils Jean. « *Mais si d'aventure il change la constitution avant 2017, pour faire un 3ème mandat, il aura parachever son entreprise de rupture.* »

x « *Bill gates offre 120 Millions de dollars pour le développement agricole en Afrique et en Inde.* » Il a dit « *les paysans pauvres ne sont pas un problème mais un monde qui lutte* ». Commentaire des auteurs de la revue de presse : si nous retenons comme chiffre, les 600 millions d'affamés qui vivent en Afrique et en Inde, dont 80% vivent dans les zones rurales, ce généreux cadeau de l'homme le plus riche du monde représente 0,2 dollar par personne.

Dans **L'indépendant** du 3 nov 09 nous avons trouvé :

x Communiqué de presse de Promin 09 : « *Investir dans la mine au Burkina, c'est asseoir le quotidien des générations actuelles et préserver la quiétude des générations futures.* »
Sans commentaires

x Le titre de l'éditorial de l'indépendant est « *L'Afrique polluée* ».
« *L'Afrique n'a pas polluée, mais elle va payer très cher parce que elle n'a pas polluée (...). Un danger menace le continent noir. C'est l'accumulation de milliers de tonnes de déchets toxiques.* »

 Nicolas Sersiron

FMI

En octobre 2008, le FMI a accordé à l'Ukraine, en échange de promesse de « *bonne conduite* », autrement dit les mesures habituelles « *recommandées* », un prêt de 16,4 milliards de dollars (13 milliards d'euros) pour « *l'aider* » à sortir d'une situation difficile en raison de la crise financière.

Le pays a perçu 10,6 milliards à ce jour. La quatrième tranche, d'un montant de 3,8 milliards de dollars, est prévue en novembre.

Mais voilà que le président ukrainien, Viktor Iouchtchenko, a décidé (élections présidentielles prévues le 17 janvier) d'augmenter le minimum vital de 12% à partir du 1er novembre, plus 18% à partir du 1er janvier. Ce qui le mettrait à 701 hryvnias par mois, soit 55 € environ.

Infamie ! Cette décision contrarie le FMI.

« *Je suis très inquiet de l'accord donné par le président à ce projet de loi qui met hors circuit le programme que nous avons signé. Dans ces circonstances, j'ai peur qu'il soit très difficile d'achever le prochain examen du programme* », a déclaré Dominique Strauss-Kahn, dont le salaire net annuel était, à sa nomination il y a deux ans, de 461 510 dollars, soit près de 325 000 euros par an. Plus 75.000 euros pour ses frais...

ooo

La Roumanie s'est vue accorder au printemps une aide « *anticrise* » de 20 milliards d'euros de la part des bailleurs internationaux (FMI, Union européenne et Banque mondiale), en échange d'un budget d'austérité d'ici au 10 décembre, condition au versement de la première tranche de 1,5 milliard d'euros.

Début octobre le gouvernement a été renversé par une motion de censure et depuis, le pays est dans l'impasse, à l'approche de l'élection présidentielle du 22 novembre.

Devant cette situation d'instabilité, le FMI a fait savoir qu'il suspendait l'examen de la situation économique et donc le versement prévu. Une enveloppe d'un milliard d'euros de la part de la Commission européenne, liée à l'évaluation du FMI, serait pareillement repoussée.

ooo

Lors de la réunion des ministres des finances du G20, en Ecosse le 7 novembre, Gordon Brown a proposé « *une taxe sur les transactions financières internationales* ». Cette idée n'a pas vraiment provoqué l'enthousiasme.

Mais Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, a retenu l'option « *assurances* ». Le système sur lequel travaille le FMI, et qui sera présenté en avril à l'occasion du G20 « *finances* » à Washington, consisterait en un prélèvement sur les banques les plus imprudentes. L'argent récolté serait placé dans un fonds et, par la suite, servirait à secourir les établissements en difficulté. La ministre française, Christine Lagarde, a estimé que ce dispositif serait « *une très bonne chose* ».

Voilà donc l'idée d'une taxe sur les transactions financières retenue, mais pour la création d'un fonds servant à sauver les banques ! Sauvons les riches !

Lire

Une Histoire Populaire de l'Empire Américain



de Howard Zinn, Mike Konopacki, Paul Buhle

éd. Vertige Graphic, 2009

Afin de présenter un point de vue différent de celui adopté par les ouvrages d'histoire, Howard Zinn, professeur émérite à l'université de Boston, a commencé par rédiger « *Une histoire populaire des États-Unis* », publié en France en 2003. Ce livre dépeint les luttes qui opposèrent les Indiens d'Amérique aux Européens, l'expansion des États-Unis, les révoltes des esclaves contre le système qui les oppressait, les oppositions entre syndicalistes - ou simples travailleurs - et capitalistes, les combats des femmes contre le patriarcat, le mouvement mené par les Noirs contre le racisme et pour les droits civiques, etc. Cette adaptation en bande dessinée, sous le titre « *Une Histoire Populaire de l'Empire Américain* », est un ouvrage remarquable qui ne perd rien de la force du livre initial. En 2003, Zinn a reçu le Prix des Amis du Monde diplomatique.

Le grand tournant ? 50 idées-forces pour comprendre l'état du monde 2010



de Bertrand Badie, Dominique Vidal, Collectif
éd. La Découverte, 2009

Cette nouvelle livraison de « L'État du Monde » est passionnante à plus d'un titre car elle permet de décrypter l'actualité d'un monde qui semble s'accélérer sans cesse. La rupture marquée par Barack Obama restera-t-elle seulement au niveau des mots ? Quelles implications pour ce krach financier qui s'est transformé en crise économique et sociale mondiale ? Dans quelle mesure la poussée de l'Inde et de la Chine, le retour de la Russie, les ambitions du Brésil et de l'Afrique du Sud éprouvent-elles la volonté occidentale de renforcer son hégémonie. S'agit-il pour autant d'un « grand tournant » ? A travers 50 analyses, dont celles d'Eric Toussaint et Damien Millet au nom du CADTM sur « Les nouveaux défis de la lutte contre la faim », L'état du monde 2010 éclaire les déroulements actuels.

Ecouter

Afriradio est une plate-forme d'échange de programmes de radios africaines, qui diffuse des informations libres et indépendantes.

La souveraineté Offshore - Afrique, mon Afrique

Le Dr Nébié Bétéo reçoit Sebastian Alzerreca, de l'association Survie et Nicolas Sersiron du CADTM pour parler de la dette, de la mafiarique, de la souveraineté offshore, des paradis fiscaux et judiciaires, etc...

<http://www.afriradio.net/audio169.html>

Dernier hamburger pour David Oddson !

Mc Donald's se retire d'Islande en raison de la gravité de la crise financière et a fermé, le 31 octobre, ses trois franchises où il importait la totalité de ses produits et emballages. Davis Oddson, ancien premier ministre et artisan de la dérégulation économique dans la seconde moitié des années 1990 est considéré par les Islandais comme un des principaux responsables de la crise financière d'octobre. Il avait été le premier à engloutir un hamburger de l'enseigne américaine. L'Islande s'ajoute aux rares pays d'Europe (avec l'Albanie, l'Arménie et la Bosnie-Herzégovine) sans McDo.

La CIA trempe dans le trafic d'opium...

Selon le New York Times, Ahmed Wali Karzai, frère du président afghan Hamid Karzai impliqué dans la récente fraude électorale, aurait été employé par la CIA et se serait livré au trafic d'opium.

Une centième banque en faillite aux États Unis

La Partners Bank à Naples (Floride, E.U), est la centième banque à entrer en faillite sous le coup de la crise aux États-Unis en 2009 et la 7e banque qui fait faillite en Floride cette année.

Agenda de la solidarité internationale 2010

Une façon originale et pratique de sensibiliser à la solidarité internationale pour un développement durable. Avec cet agenda, vous découvrirez mille et une informations pour la solidarité internationale au quotidien (dates clés pour fêter la paix, la solidarité et les droits de l'Homme, citations, campagnes, initiatives, références bibliographiques...) tout en profitant des fonctionnalités d'un agenda classique (semaine sur deux pages, planning, notes, répertoire).

Édité par Ritimo • En partenariat avec : Aide et Action • la Cimade • la Fédération Artisans du Monde • Frères des Hommes • la Ligue des Droits de l'Homme • Non-Violence XXI • Peuples Solidaires • Témoignage Chrétien. Une semaine sur 2 pages • Année civile 2009 • Reliure spirales • Un thème chaque mois (Education, Droits culturels, Information, Environnement, Migrations...) • 160 pages • 160 x 165 cm • 10 € (+ 2€ frais de port l'unité)

A commander dans les centres Ritimo ([liste des centres](#))



Pour bien finir l'année... : j'adhère au CADTM !

NOM (en capitales): _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél : _____ Mel : _____ @ _____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau – France

Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Claude Quémar

Mise en page : Yvette Krolikowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution